Serge Antoine

Monsieur le Président,

Mon intervention sera, en grande partie, le fruit des notes que j'ai prises lors des discussions d'aujourd'hui. Je me suis efforcé d'y relever quelques sujets d'exploration pour la réflexion et pour l'action dont certains me paraissent de vrais sujets et d'autres non. J'en ai recensé dix, à partir des classifications que j'ai entendues ici.

La première piste ne paraît pas utile : celle qui consiste à opposer un droit-structure ou droit-édifice ou droit-consécration à un droit-crédation ou droit-conquête. Le droit, c'est les deux à la fois. Alors, plutôt que de cultiver l'analyse de cette opposition, cherchons à déceler si le droit de l'environnement est un droit de surface ou un droit des profondeurs. Peut-être y découvrira-t-on que l'originalité de l'environnement est précisément d'obliger le droit et la politique à descendre plus en profondeur que la normale n'y pousse.

Il a été ici ouvert une deuxième piste ; c'est celle qui consiste à opposer le droit qui règle des conflits, à celui qui fait apparaître des conflits : or, droit fait l'un et l'autre. Là où le droit de l'environnement me paraît socialement utile, c'est qu'il valorise la première catégorie ; qu'il fait apparaître plus de conflits qu'il n'en règle. La stérilisation des conflits que l'on met souvent en avant pour justifier le droit ne me paraît pas être un but en soi ; nos sociétés fabriquent suffisamment d'affadisseurs ; le droit de l'environnement n'est-il pas dans sa vocation écologique quand il fait apparaître des conflits, à la condition que ce soient des conflits vrais.

Une troisième piste consiste à opposer les droits des "domaines" aux droits de la "dimension". Et c'est vrai qu'il y a bien des droits par "domaines" ; le droit social, le droit rural, le droit de l'urbanisme ; le droit de l'environnement est-il de ceux-là ? On a peu l'habitude

encore de parler des droits de la "dimension" : Il me serait trop long de m'expliquer complètement sur ce que je veux dire par là. Disons simplement qu'au milieu des cloisonnements qui font notre vie, la revendication à l'environnement me paraît d'abord une revendication de société pour une plus grande prise en compte de la globalité. L'environnement veut relier des paramètres, des problématiques. Relier, religion. L'environnement pourrait même être considéré, en ce sens, comme un substitut de religion. Cet apport de l'environnement est essentiel ; il s'agit d'une aspiration de sociétés qui ne se contentent tout plus des "verticales" ou des "horizontales", mais s'intéressent aux "diagonales". Des "diagonales" qui font mal, qui obligent la société à se redéfinir par rapport à ses objectifs. Le droit est un miroir que la société se donne pour se regarder elle-même, pour se comprendre et pour s'interroger ; en ce sens, le droit est une interrogation au deuxième degré. Il est une composante de ce qu'un de mes ministres a appelé une "mission de l'impossible".

La quatrième piste que je crois avoir décelée est la suivante : c'est celle qui oppose le droit créateur de rapports de puissance et d'empires ou d'impérialismes, au droit exigence, dépassement, bousculement. (Certains de mes ministres ont dit, à cet égard, que l'existence même d'un ministère de l'environnement valait création d'un "ombudsman". D'autres ministres ont dit, dans la même ligne "qu'ils étaient le poil à gratter" des autres ministères. Nous sommes, disaient-ils, leur mauvaise conscience. Le droit de l'environnement à mon sens, a précisément l'intérêt d'être une valeur d'entraînement, une valeur d'"inquiètement").

Le droit procède de ces deux catégories.

La cinquième classification est celle qui oppose le droit intégrale "enveloppe" des droits individuels à la somme de droits collectifs. L'on y retrouve, ici, le parfum du débat "individu-collectivité" qui est inépuisable mais pas toujours aussi enrichissant qu'on ne croit. Au delà de ce débat, l'originalité du droit de l'environnement ne réside-t-elle pas aussi dans l'émergence des dimensions qui n'étaient pas jusque là prises en compte ; ce sont, notamment les "res nullius",

les océans, les espèces en voie de disparition ou celles, plus simplement, qui n'ont pas voix au chapitre dans la démocratie classique. En ce sens, le droit de l'environnement est un révélateur de nouvelles frontières plus qu'un cadastre de statuts actuels.

Sixième opposition : celle du droit de la restriction ou droit de l'interdiction au droit de l'incitation ou de la création. Là aussi, sommes-nous là dans une vraie classification ? Le droit de l'environnement n'est-il pas au coeur même de la matière qu'il régit ? A la limite, ne dit-on pas qu'il s'identifierait tellement à la prévention qu'il supprimerait l'environnement simplement en le désignant. Je ne sais pas si je me fais bien comprendre. Prenons alors un proverbe, une petite histoire arabe que l'on raconte : celle du père de famille qui a 15 chameaux. Voulant les offrir à ses trois enfants, il décide de partager ses 15 chameaux (entre ses trois enfants) donnant le quart au premier, le tiers à l'autre et ce qui reste au troisième. Mais la division ne marche pas. Alors, le voisin vient lui dire "écoute, je vais te prêter un chameau". Le père prend le chameau, cela fait 16 et tout devient alors merveilleusement divisible. En fin de compte, le voisin récupère son chameau prêté. L'environnement, n'est-ce pas un petit peu cela, un peu aussi comme la culture "ce qui reste une fois qu'on s'en est servi" (et non après qu'on ait tout oublié). Eh bien, l'environnement, n'est-ce pas un peu une manière d'introduire un paramètre qui oblige à remonter aux sources, aux sources de la nature humaine, aux sources des finalités (ce qu'on perd l'habitude de faire), un paramètre qui éclaire le débat, rend les choses divisibles et que l'on peut ensuite supprimer comme un intermédiaire qui a bien servi.

Une autre exploration, celle là intéressante, à propos du droit de l'environnement, consiste à approfondir ce qui est permanent de la nature humaine et ce qui est diversité possible (diversité culturelle, diversité dans le temps, etc...). Une des vertus de l'environnement n'est-elle pas d'obliger la société à redéfinir ce qui est fondamentalement facteur de permanence et de protection fondamentale et ce qui

est possibilité de changement. Le droit à la différence est au coeur de cette problématique ; tout le problème de la santé, tout le problème de l'environnement entendu comme un phénomène culturel, sont dans ce regard. Cette recherche, je crois, en tout cas, qu'elle est importante pour nous, Européens, qui essayons de faire une Europe dans la diversité, dans le droit à la différence et, non dans le droit moyen d'un laminoir qui fabriquerait un européen moyen dans lequel personne d'entre nous ne se reconnaîtrait.

La huitième piste intéressante, celle là aussi, consiste à s'attacher à l'analyse de la dérivée et du changement ; changement dans les textes, dans l'histoire du droit et surtout dans la pratique et la praxis. Plus encore que le changement apporté dans les règles, c'est la pratique, la praxis qu'il faut analyser. En particulier, la praxis du micro-environnement me paraît un très important objet d'étude, bien plus, en tout cas, que la codification de la réglementation.

Autre piste intéressante, celle de voir, à propos de l'environnement, la manière dont se propage une notion, (en l'occurrence, celle de l'environnement) et son "internalisation". On peut se demander, à cet égard, si cette manière ne procède pas de la solidification de proche en proche. Je dois, ici, vous raconter que j'ai quelquefois créé du droit ; un jour quand j'étais commissaire du gouvernement pour la création du décret sur les parcs régionaux, on m'a dit "Ah, mais c'est du droit à l'état gazeux" (le parc naturel régional, c'est quelque chose dont M. le Président, vous vous souvenez bien, puisque vous étiez à l'origine de sa naissance, à Lurs, en Provence). Effectivement, en 1967, le parc régional était un concept encore gazeux ; c'était un territoire défini comme étant "beau et à protéger". Ce n'était pas très "juridique" comme on dit.

Or, à mon avis, on n'entre pas, avec l'environnement, de but en blanc dans les normes du droit à l'état solide. On passe de l'état gazeux à l'état solide. Il est, en tout cas, intéressant de voir comment les notions comme celles-là prennent corps, prennent racine, se resituent : le droit de l'environnement dont s'enracine ou se réenracine un concept.

La dernière piste d'intérêt du droit à l'environnement me paraît résider dans le fait qu'il est normalement déclencheur d'anticipation. Il n'est pas une consécration, un fixeur d'héritage des sociétés passées, mais un droit-crédation par rapport à des problèmes en mouvement dont certains n'existent pas encore. En ce sens, le droit et la prospective se rejoignent et ce n'est pas par hasard que les environneurs sont complices des hommes de la prospective ; Gaston Berger, Louis Armand, Bertrand de Jouvenel (pour ne citer que ceux-là dans mon pays) ont été compagnons des "environneurs" parce qu'ils ont compris que l'environnement était une manière de réintroduire les problèmes d'avenir. L'intérêt, à mon sens, du droit de l'environnement, consiste à regarder franchement des problèmes à très, très long terme. J'ai dit problèmes et non pas objets. L'intérêt ne consiste pas, en effet, à regarder des objets (le nucléaire, par exemple ou la forêt) , mais à examiner des problèmes : le problème des ressources, par exemple, le problème de "l'éco-développement", le problème de la rareté, le problème de la qualité. Faire du droit de l'environnement, c'est se dessiner un certain nombre de scénarios, à la fois, dans la gamme du possible et dans celle de l'impossible.

Dans cette prospective, deux types de scénarios me paraissent prioritaires ; ceux d'abord de l'irréversible, de l'irratrapable, de l'irréparable, (le maximum de l'irréparable étant la fin de la terre, la fin de l'humanité ; cela peut arriver ; sur les centaines de dessins d'enfants que j'ai vus, avant hier, sur l'an 2000, quelques dizaines représentaient la fin de la terre , c'est peu mais ils restent bien présents). Le deuxième type de scénario qui m'intéresse vise à découvrir le minimum de règles pour le maximum de futurs possibles ; en quoi le droit (en faisant le moins de choses possibles) est-il créateur du maximum de liberté ?

Voilà, Monsieur le Président, quelques remarques que j'ai écrites au fil de la plume en ce début de colloque. J'ai volontairement été un peu caricatural. J'ai, par exemple, tracé des frontières entre pistes vraies et pistes fausses ; vous vous en êtes aperçu, je ne suis pas sûr que dans les premières, il n'y ait pas des erreurs de pistes et que dans les secondes, il n'y en ait pas de vraies.